



Numéro de dossier :

EXAMEN D'ENTREE

SYNTHESE DE DOCUMENTS ECONOMIQUES

2^{ème} année

3 HEURES

VOUS DEVEZ TRAITER L'UN DES DEUX SUJETS SUIVANTS

Sujets 3A2

Sujet N°1 :

- Sous quelles conditions le développement durable peut-il s'appliquer dans les PVD ?

Documents joints :

- « Coupes sombres dans la forêt congolaise », Libération, 15/02/07
- « Pygmées privés de forêt au Cameroun », Libération, 12/03/07

Sujet N°2

- L'essor des entreprises des pays émergents constitue-t-il une menace inéluctable pour les pays développés ?

Documents joints :

- « Nos entreprises sont-elles menacées par les acteurs émergents », La Tribune, 24/01/07
- « Enquête : Menaces sur la croissance chinoise », La Tribune, 07/03/07

RECOMMANDATIONS METHODOLOGIQUES :

Vous réaliserez une analyse construite, à cette fin vous utiliserez vos connaissances personnelles et les documents joints en annexe.

VOTRE SYNTHÈSE DEVRA COMPORTER :

- une introduction présentant le sujet et annonçant le plan
- un développement structuré faisant apparaître le plan
- une conclusion



Pygmées privés de forêt au Cameroun

PIGEAUD Fanny

12 mars 2007

[Libération](#)

Peuples autochtones. La volonté de protéger la biodiversité menace cette ethnie nomade.

Battu, déshabillé, attaché, "traîné comme du gibier" puis balancé "comme un sac de fèves de cacao" au fond d'une voiture. Le traitement "spécial pygmée" infligé à Alain par deux gardes-chasse qui l'accusaient de braconnage lui a coûté cher. Désormais, il est borgne et ne risque plus d'oublier que les peuples dits "pygmées", auxquels il appartient, peuvent être considérés comme des citoyens de seconde zone. Insultes, brimades quotidiennes, accès difficile, voire impossible, aux services de l'administration et de la justice : la marginalisation dont sont victimes les 30 000 membres (le chiffre exact n'est pas connu, faute de recensement) des communautés pygmées présentes dans le sud et l'est du Cameroun s'aggrave, dénonce l'anthropologue camerounais, Séverin Cécile Abega. "Un pygmée est voleur et menteur, il a ça dans le sang", n'hésite pas à affirmer devant la presse un jeune sous-préfet. "On nous prend pour des sous-hommes, on nous dit qu'un pygmée n'a pas de bouche, c'est-à-dire que sa parole ne compte pas", commentent, amers, les habitants du village de Ngoyang, dans le sud du pays.

A l'origine de cette dégradation rapide du statut des pygmées, il y a les politiques dites de "développement" mises en oeuvre depuis 1960 par l'Etat ou par la plupart des ONG, estime Séverin Cécile Abega. "Elles sont fondées sur trois choses : la sédentarisation, l'agriculture, l'école. Or, devenir agriculteurs, ça veut dire manger des animaux domestiques, couper les arbres, ce qui est contraire à ce qu'ils croient, à ce qui les anime", explique-t-il.

Inciter les pygmées à devenir agriculteurs les place aussi en situation de concurrence, notamment pour l'accès à la terre, avec les populations bantoues qui habitent en lisière des forêts, et avec qui ils échangeaient auparavant les fruits de leur chasse contre des produits vivriers. Résultat : des conflits parfois violents. "Les Bantous barrent nos pistes qui vont en brousse, ils sabotent nos pièges", assurent les habitants de Ngoyang, quelques jours après une rixe avec leurs voisins. Ces derniers sont jaloux des attentions dont les pygmées sont l'objet de la part de quelques ONG, ajoutent-ils. Quant au système scolaire qui leur est proposé, il est incompatible avec la nécessité de passer plusieurs semaines voire plusieurs mois de chasse en forêt.

Représailles. Qu'ils vivent dans la région forestière du sud ou dans celle de l'est, les pygmées sont aussi menacés par l'exploitation industrielle du bois qui détruit l'environnement sur lequel s'est bâti leur système social et culturel. Ils perdent peu à peu leurs repères, certains sombrent dans l'alcool, la drogue ou la prostitution. La protection de certaines zones, afin d'en préserver la biodiversité, leur a, paradoxalement, ajouté un problème : cette mesure leur retire bien souvent le droit d'utiliser les ressources et l'espace de ces zones. "Au lieu de les brimer et de les priver de leurs droits fondamentaux, on ferait mieux de les associer à la gestion de ces aires protégées : leur connaissance exceptionnelle de la forêt est la clé pour réussir à conserver la

biodiversité des forêts d'Afrique centrale", estimait, en 2002, l'anthropologue britannique Jerome Lewis. A l'est du pays, c'est la pratique de la chasse dite "sportive" qui prive aussi les pygmées de l'accès à certaines zones forestières. S'ils osent s'y aventurer, les représailles des guides de chasse sont particulièrement violentes, rapportent des ONG.

"On veut que les pygmées abandonnent des valeurs auxquelles ils tiennent. Mais ils n'ont pas envie de nous ressembler. Accumuler, avoir de grandes maisons, de beaux habits, ne les intéresse pas. Le mépris qu'éprouvent les agriculteurs à leur égard est réciproque", souligne Séverin Cécile Abega.

Mépris. Quant à André-Michel Essoungou, l'un des rares journalistes camerounais à s'être intéressé à la question ces dernières années, il constate amèrement : "Nous nous comportons comme le Canada ou les Etats-Unis avec les Amérindiens, ou comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande avec les Maoris et les aborigènes. Les Amérindiens ont été décimés, les aborigènes sont poussés dans des réserves, les pygmées voient leur milieu de vie disparaître. A chaque fois, ces peuples singuliers sont soupçonnés de choses étranges et traités avec mépris. Pourtant, dans le même temps, tout le monde convient que la richesse de leurs savoirs est irremplaçable."

Yaoundé (Cameroun) correspondance



Coupes sombres dans la forêt congolaise

NOUALHAT Laure

15 février 2007

[Libération](#)

Développement durable. Les sociétés étrangères profitent du laxisme du gouvernement.

Ambiance salaire de la peur sur les rives du lac Ntumba, en république démocratique du Congo (RDC). Ayoub Saleh profite de son dimanche pour plonger les mains dans les entrailles de son bulldozer. En sueur, taché d'huile de vidange, il peste contre ses ouvriers qu'il traite "d'incapables". Cet ex-militaire libanais est le chef du chantier d'exploitation forestière de la société ITB, contrôlée par une famille libanaise. Il vient d'expédier à Kinshasa les grumes de sa concession, par le fleuve Congo. L'exploitation forestière tourne à plein régime en RDC, et plus précisément dans la province de l'Equateur au nord-ouest du pays. Vue du ciel, cette zone ressemble à un brocoli géant d'environ 368 000 km² (près des deux tiers de la superficie de la France). L'exploitation du bois, comme celle de toutes les ressources naturelles de l'Afrique, sera au coeur des débats, aujourd'hui, lors du sommet France-Afrique qui se tient à Cannes jusqu'à demain (lire aussi pages 6 et 7).

Sociétés étrangères. La république démocratique du Congo possède 47 % des forêts primaires tropicales du bassin du Congo et un huitième de celles qui existent encore au monde. Elles regorgent d'espèces (éléphants, singes, oiseaux...) et d'essences (plus de 250 sont exploitables),

parmi lesquelles le wengé dont on fait des parquets hors de prix en France (entre 60 et 150 euros le m²).

La production annuelle peut potentiellement atteindre plus de 6 millions de m³, pourtant la forêt de la RDC joue encore un rôle insignifiant dans l'économie nationale, à peine 1 % du PNB. Mais cela pourrait changer. En dépit du moratoire mis en place par le gouvernement en 2002 pour limiter l'exploitation, plus de 8 millions d'hectares ont été attribués depuis par le même gouvernement à différents exploitants. "Pour nous, ces concessions sont illégales", précise Grégoire Lejonc, chargé des forêts africaines chez Greenpeace. Aussi l'ONG a-t-elle décidé de lancer une campagne pour sauver les forêts du Congo, "potentiel unique au monde", afin de ne pas réitérer la triste expérience camerounaise "où l'exploitation n'a pas profité au développement du pays".

Malgré son engagement à améliorer la gestion des forêts (réforme du code forestier, révision des titres d'exploitation), le gouvernement congolais peine en effet à s'imposer. La majorité des sociétés (Parcafrique, ITB, Safbois, Siforco, Sodefôr, etc.) sont étrangères. Contrairement à la réglementation camerounaise selon laquelle un concessionnaire ne peut exploiter plus de 200 000 hectares de forêt, certains en RDC en ont plus de 1 million, comme la Siforco de l'allemand Danzer, qui contrôle plus de 25 % des concessions du pays.

Du côté de N'Koete, à 80 km de Bikoro, se trouvent les concessions d'ITB. Des milliers d'hectares livrés aux machines. Pour les atteindre, les exploitants fendent la forêt avec des routes de plusieurs dizaines de mètres de large. Puis d'énormes machines acheminent les grumes jusqu'au fleuve. Ils s'intéressent à quelques essences, les plus prisées du marché: wengé, sapelli, tiamaqi, en Europe, se négocient parfois autour de 3 000 euros le m³. Les exploitants retirent une poignée d'arbres par hectare. "Mais ils dévastent tout avec leurs bulldozers", prévient Grégoire Lejonc. Par ailleurs, ceux qui travaillent sur le chantier chassent "tous les mammifères de plus de vingt centimètres" et déciment la faune. Les Pygmées, qui dépendent de cet écosystème, perdent de précieux produits forestiers comme les chenilles dont ils sont friands.

Pygmées. Car, au-delà de leur rôle économique et écologique, les forêts africaines abritent surtout plusieurs peuples, tels les Pygmées qui seraient près de 350 000. Or, les exploitants, pour la plupart, ne respectent pas les protocoles d'accord conclus avec les communautés. Contre le droit d'exploiter leurs forêts, les entreprises s'engagent officiellement à construire des écoles ou à offrir des études pour les plus âgés.

Quant aux conditions de travail des employés, elles sont précaires. Henry N'Koy-Elaka, Pygmée, a été embauché par ITB pour surveiller le chantier de N'Koete. Il était payé 496 francs congolais par jour, à peine 50 centimes d'euros, avant d'être subitement viré. Même sort pour Boyeli Blianga et Nsele Bilali. Ils incarnent à eux trois la main-d'oeuvre quasi gratuite et corvéable d'une industrie forestière florissante. En RDC, les Pygmées sont considérés comme des sous-hommes par les autres ethnies, ce qui arrange bien les affaires des exploitants.

Bikoro (RDC) envoyée spéciale.

Enquête : Menaces sur la croissance chinoise

LAURENT CHEMINEAU, EN CHINE

7 mars 2007

[La Tribune](#)

Pollution, rareté des ressources, inégalités sociales, droits de l'homme, la folle croissance chinoise est insoutenable à terme et va se heurter à des limites physiques et sociales. Pékin a conscience du danger. Le Président chinois Hu Jintao appelle de ses vœux une " société harmonieuse ". Décryptage des nouveaux risques qui pèsent sur l'empire du Milieu...

Ékin, jeudi 26 octobre. Dans le salon d'un grand hôtel, Jacques Chirac a réuni à l'occasion de sa quatrième - et dernière - visite d'État en Chine une trentaine de grands patrons français. Plusieurs poids lourds du CAC 40 ont répondu présent à l'invitation présidentielle, soucieux de ne pas manquer le rendez-vous avec la prospérité économique chinoise. Pour la circonstance, Jacques Chirac a revêtu ses habits de président stratège. Dans un long monologue nourri d'histoire chinoise, il prédit " un tournant, une évolution de la Chine avec ses dirigeants réalistes, du fait des jeux Olympiques de 2008 et de l'Exposition universelle de 2010 " . " La Chine veut réussir ces deux manifestations, qu'elles soient grandioses " , s'exclame le président français, prévoyant " qu'il y aura des conséquences sociales et sur l'évolution du régime, car la Chine va se trouver au coeur de toutes les observations du monde et devra se plier à certaines réalités, et notamment aux problèmes touchant aux droits de l'homme " .

Discours volontariste destiné à mobiliser des hommes d'affaires ? Clairvoyance d'un chef d'État visionnaire ? Une chose est sûre : un quart de siècle après le lancement des réformes, la Chine communiste est paradoxalement devenue l'incarnation du capitalisme le plus sauvage. Et le Premier ministre chinois lui-même s'en inquiète : " Nous devons veiller à préserver l'égalité et la justice au sein de la société de manière à ce que toute la population partage les fruits de la réforme et du développement " , a ainsi lancé lundi Wen Jiabao devant les 3.000 délégués de l'Assemblée nationale populaire, le Parlement chinois.

La croissance s'envole (8 % prévus cette année, après 10,7 % en 2006), les inégalités se creusent, la pauvreté ressurgit après une phase d'éradication dont les autorités chinoises s'enorgueillissaient. La pollution est partout et coûte des vies par centaines de milliers. Les experts s'inquiètent : comment la locomotive chinoise, la pédale d'accélérateur économique collée au plancher mais le frein démocratique serré à fond, va-t-elle achever sa course folle ? La Chine ne va-t-elle pas " perdre le contrôle " de sa direction, craint Stephen Roach, l'économiste vedette de Morgan Stanley ? Sa voracité en matières premières n'est-elle pas promise à " une impossibilité matérielle " , s'alarment les experts d'Ixis Corporate and Investment Bank, qui s'interrogent sur " ce qui va arrêter la croissance de la Chine " : " l'insuffisance de main-d'oeuvre (qualifiée), les conséquences de l'excès de capacité, les troubles sociaux, les créances douteuses " ?

UN NOUVEL HORIZON

Sur le qui-vive, le Parti communiste a mis d'urgence le cap sur un nouvel horizon baptisé " société harmonieuse ", selon les vœux du président Hu Jintao. Un vaste programme qui sera mis en oeuvre au cours des quinze prochaines années : " Améliorer le système démocratique légal et la protection des droits de l'homme, réduire le fossé des richesses, améliorer le rôle du gouvernement, promouvoir la morale au sein du peuple, améliorer l'ordre public, protéger l'environnement et renforcer les mécanismes anti-corrupctions. " " Le PC n'ignore plus les problèmes " , estime Jean-François Huchet, directeur du Centre d'études français sur la Chine contemporaine, pour qui " la situation est plus explosive encore qu'en 1989 " , lors de la violente répression de la révolte étudiante place Tiananmen. Revue de détail des menaces qui pèsent aujourd'hui sur la croissance chinoise...

LA POLLUTION LIMITE LA CROISSANCE

" De tous les problèmes auxquels est confrontée la Chine, la pollution est le plus urgent ", prévient David Dollar, directeur pays pour la Chine à la Banque mondiale à Pékin. La Chine est le deuxième émetteur de dioxyde de carbone (CO₂) et pourrait devenir le premier à brève échéance (dès 2009 selon certains experts) ; elle est le premier émetteur de dioxyde de soufre et l'un des plus gros de dioxyde d'azote. La Banque mondiale estime à au moins 427.000 les décès dus à la pollution de l'air pour la seule année 2003. Toqueville Asset Management, une société de gestion de portefeuille, a consacré une note entière à cette question. " L'année dernière, le gouvernement a annoncé que 300 millions de Chinois boivent de l'eau polluée, parmi lesquels 190 millions tombent malades chaque année. 90 % des villes chinoises ont des eaux souterraines polluées. Inutile de dire que ces statistiques sous-estiment probablement les problèmes ", s'alarme cette note. Et d'ajouter qu'en l'espace d'un an " plus de 130 accidents de pollution des eaux ont contaminé les approvisionnements d'eau chinois. Selon le vice-ministre de la Construction, 278 grandes villes du pays ne disposent d'aucun équipement de traitement d'eau. Dans 30 autres villes, 50 usines de traitement d'eau tournaient à moins de 30 % de leurs capacités ou simplement au ralenti ".

Face au danger, Pékin se ressaisit. En septembre, les autorités ont arrêté les dirigeants de deux usines du Hunan (sud) qui avaient déversé dans un cours d'eau des substances cancérigènes. La pollution a rendu impropre à la consommation l'eau de près de 100.000 personnes qui ont dû être ravitaillées par des camions-citernes. Les usines ont été fermées. Le XIe Plan quinquennal (2006-2010) a fixé l'objectif d'une amélioration de 20 % de l'efficacité énergétique pour réduire la combustion du charbon et les rejets d'émissions de CO₂ et pris des mesures pour lutter contre la pollution de l'air et de l'eau et traiter les déchets que les entreprises déversent dans les rivières. Le vice-ministre de l'Environnement a chiffré à 10 % du PIB le coût de la pollution.

UN PAYS VORACE EN MATIERES PREMIERES ET EN ENERGIES

Deuxième consommateur de pétrole au monde derrière les États-Unis, la Chine est aussi le premier producteur et consommateur de charbon. Sa consommation dépasse la somme de celles des États-Unis, de l'Europe et du Japon. Sa voracité en pétrole pourrait aussi tripler d'ici moins de deux décennies. " Le modèle de la Chine est extrêmement coûteux en matières premières et le problème d'insuffisance de ressources et de pollution se posera bien avant que de nouvelles technologies aient pu apparaître" , prédit une étude d'Ixis Corporate and I

vestment Bank. "Et le pire est à venir : la consommation d'énergie par tête chinoise ne représente encore qu'un petit cinquième de celle des États-Unis et le nombre de voitures pour 1.000 Chinois est 32 fois plus petit qu'aux États-Unis. Si on extrapole à 10 ans les tendances récentes, en 2016 la Chine consommerait, en pourcentage de la consommation mondiale, 33 % du charbon, 29 % de l'énergie, 34 % de l'acier, 27 % du cuivre... ", ajoutent les experts pour qui, dans ces conditions, " un conflit pour l'accès aux ressources rares " semble inévitable.

Officiellement, " la part des énergies renouvelables devra représenter 16 % des énergies primaires en 2020, contre 1 % actuellement ", souligne Ailun Yang, militante chez Greenpeace Pékin. Mais concernant le charbon, il ne faut pas rêver : les petites mines souvent privées fournissent un tiers des ressources du pays, et malgré le programme de fermeture des exploitations plus obsolètes à l'horizon 2008, la majorité d'entre elles continuent à fonctionner, occasionnant des milliers de morts chaque année (10.000, voire plus). Les recettes fiscales, mais aussi la corruption et la promotion au sein du Parti, priment sur l'environnement et la santé des Chinois.

L'ACCROISSEMENT DES INEGALITES SOCIALES

En Chine aussi, la fracture sociale se creuse. Entre les villes et les campagnes et, dans les villes, entre les couches sociales. La pauvreté frappe le quart de la population. 20 % des familles les plus riches détiennent 50 % des richesses, et les 20 % les plus pauvres, 4,7 %. Le thermomètre social utilisé par les experts, le coefficient de Gini, se situe tout près de 0,45. La Chine n'atteint pas encore les sommets des pays d'Amérique latine, mais s'en rapproche. L'expert de la Banque mondiale, David Dollar, n'est pourtant pas pessimiste : " C'est vrai, les inégalités vont continuer à augmenter... mais par la suite elles vont baisser. " Car le pays va connaître une puissante vague d'urbanisation qui doit arracher environ 250 millions de ruraux pauvres à leurs campagnes au cours des quinze prochaines années.

Reste un défi de taille : comment rendre accessibles à ces migrants l'école, la santé, le logement, la justice ? " Le pays ne consacre que 1 % de son budget à la santé, deux fois moins qu'un pays comme l'Inde, et bien moins que certains pays d'Amérique latine ", constate David Dollar, pour qui Pékin, qui a augmenté son effort d'armement de 14,7 % en 2005, doit plus que jamais choisir ses priorités. Idem pour l'éducation, pour laquelle la Chine dépense un peu moins de 3 % du PIB contre 5 % à 6 % dans les pays développés. " La société harmonieuse, c'est par exemple l'objectif que toute la population atteigne au moins 9 ans d'éducation contre 6 ans aujourd'hui ", affirme David Dollar.

Pour y parvenir, le pouvoir central doit surmonter les réticences des autorités locales qui fétichisent les investissements matériels et bâtir un système fiscal qui mette les provinces riches à contribution, explique-t-il. " Tout cela suppose une recentralisation du pouvoir et/ou des ressources fiscales ", plaide Yifan Ding, chercheur à l'Institut pour le développement, pour qui les besoins financiers du gouvernement ne peuvent que croître car le chantier du système de sécurité sociale est devant lui. " Seuls 20 % de la population totale sont à peu près convenablement couverts ", chiffre David Dollar, des citoyens pour l'essentiel. Le gouvernement l'a bien compris qui veut doubler le nombre d'assurés sociaux à au moins un milliard d'ici à 2020. Il y va de l'intérêt de l'économie du pays : la faible protection sociale maintient les familles chinoises dans l'insécurité et les pousse à épargner au lieu de consommer.

LES DESEQUILIBRES DU MODELE ECONOMIQUE

Un paradoxe : la croissance chinoise " a été, dans les années 1980 et au début des années 1990, principalement tirée par la consommation ", souligne Nhu-Nguyen Ngo, économiste chez BNP Paribas. Mais aujourd'hui " le cycle actuel est essentiellement porté par l'investissement ", poursuit-elle. Les autorités chinoises sont conscientes des risques de surchauffe et de dégradation des crédits qui en découlent et " s'efforcent de modérer les investissements sans en casser le rythme, tout en stimulant la consommation privée pour rééquilibrer la croissance ", explique Nhu-Nguyen Ngo. Hausse des taux d'intérêt, restrictions sur les crédits, les mesures commencent timidement à porter leurs fruits. Les autorités locales, dont l'ascension dans l'appareil d'État reste très liée aux performances quantitatives, portent une grande part de responsabilité. Pour refroidir les ardeurs des investisseurs, dans une économie aux deux tiers privée (selon la Fédération de l'industrie et du commerce de Chine), les autorités jouent la hausse des taux d'intérêt. Mais " il faudrait aussi penser à réévaluer la monnaie chinoise pour rendre les investissements plus coûteux ", estime David Dollar. Parmi les experts chinois, l'idée fait son chemin. " La consommation interne se développera avec la hausse de la valeur du yuan : il faut faire émerger des besoins et les moyens de les satisfaire ", explique Yifan Ding, chercheur à l'Institut pour le développement, un think tank dans le giron du conseil des affaires d'État.

Pour lutter contre les déséquilibres économiques, il reste une autre carte entre les mains du pouvoir : la lutte contre la corruption qui se nourrit des surinvestissements dans certains secteurs comme l'immobilier. L'opération nettoyage qui a décapité le PC de Shanghai à l'automne dernier illustre la prise de conscience du gouvernement. La banque centrale chinoise a chiffré le blanchiment d'argent à 1 milliard d'euros en 2005.

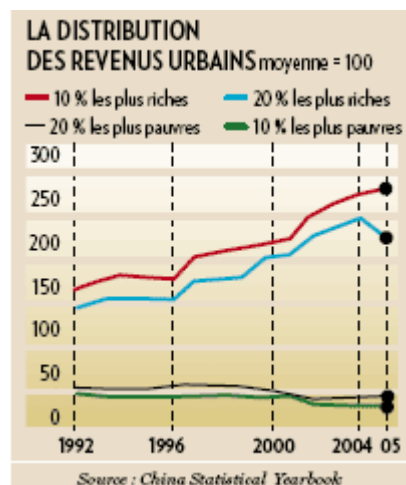
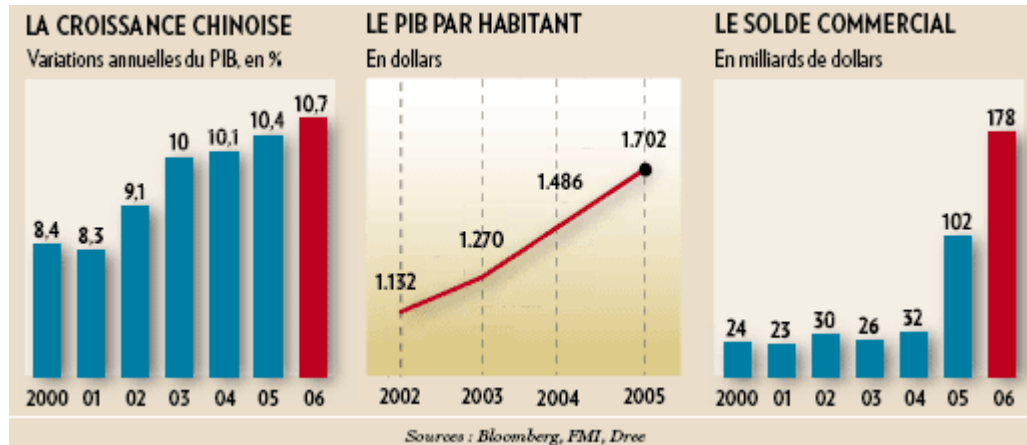
LES DROITS DE L'HOMME

Travailleurs taillables et corvéables à merci, droit du travail schématique et de toute façon bafoué, mortalité et pénibilité au travail massives comme dans les mines de charbon vétustes : les ressorts cachés de la prospérité chinoise ne sont guère reluisants. L'objectif d'une société harmonieuse est un bien grand défi pour le régime actuel, paré des atours ambigus du communisme pour mieux se maintenir en place, mais affranchi de ses dogmes jusqu'à les renier.

" La Chine a perdu sa référence au communisme, ou alors il faut la considérer comme une référence au paradis, c'est-à-dire à un horizon extrêmement lointain et abstrait ", explique Yifan Ding. Pour lui, la Chine cherche à renouer avec ses " valeurs traditionnelles, confucéennes, qui situent très haut la notion d'harmonie comme but " : égalité entre les hommes, tolérance, relations harmonieuses entre les membres de la société et avec la nature.

Question droits de l'homme, un point de grande faiblesse en Chine, il serait illusoire de penser que l'empire du Milieu va rallier le concept universel des droits de l'homme et de la démocratie à brève échéance. Dans un livre blanc consacré à ces questions, à l'automne 2005, la démocratie était présentée comme un objectif, rappelle un Occidental à Pékin, " mais pas question pour le régime de remettre en cause le monopole du pouvoir entre les mains du PC " , poursuit-il. D'ailleurs, " la Chine a connu ces derniers temps un accès d'autoritarisme en matière d'opinion, de multimédia, d'Internet ", même si le carcan s'est un peu desserré pour les journalistes

étrangers, souligne François Godement, directeur de Asia Center. Si le gouvernement paraît lucide sur les problèmes économiques et sociaux, " il redouble de précautions dans le domaine de l'information et de la liberté de parole " , dit-il. Et ajoute que " dans un pays où la dissidence a été bannie, on peut prévoir que les dirigeants tendent plus vers un idéal de gouvernance que vers celui d'une démocratisation " ...



La Chine en chiffres (TR36-1) La distribution des revenus urbains (TR37-1)

Alors que s'ouvre aujourd'hui le forum de Davos qui rassemble les patrons des plus grandes entreprises mondiales et des chefs d'État et de gouvernement, la menace que font peser les groupes indiens et chinois, mais aussi russes, brésiliens et bientôt mexicains et sud-africains est prise très au sérieux par les états-majors des grands groupes.

Oui : " Leur croissance rapide et régulière leur assure des capitaux abondants "

À l'évidence... Car les groupes des pays émergents, plus particulièrement les groupes privés indiens, qui se sont développés sur des marchés domestiques en croissance régulière et rapide, ont dégagé des taux de profit élevés leur permettant d'accumuler rapidement du capital. Mieux : leurs actionnaires, toujours attentifs à ne pas s'endetter outre mesure, se sont développés sur fonds propres, ce qui leur permet d'en maintenir le contrôle.

Aussi, quand ils sentent arriver sur leur marché la concurrence des groupes des pays développés menaçant leurs marges, et pour tout dire leur modèle de croissance, et quand ils comprennent les limites d'une compétition par les coûts, qui tend à se généraliser dans tout le Sud, ces groupes perçoivent-ils l'importance de gravir à leur tour l'échelle de la valeur ajoutée. Par deux moyens : soit ils développent leur propre technologie par la recherche et le développement. Soit ils ont les moyens d'aller plus vite, rachètent des brevets et, partant, des entreprises développées. Avec l'avantage du contrôle de leur capital, ils s'emparent de la logique globale en se développant non seulement sur les marchés émergents mais aussi développés, avec leurs clients, leurs technologies, et bientôt leurs moyens de financement.

Ainsi l'asymétrie entre des acteurs émergents contrôlés et en croissance forte et un monde développé totalement ouvert ne saurait être que transitoire : la convergence s'imposera. Dès lors, nos groupes n'ont d'autre choix que de saisir les opportunités que présentent ces marchés émergents, au risque de se faire racheter.

Non : " Les Indiens n'ont pas les moyens, et les Chinois pas la culture "

Certainement pas une menace immédiate ! Ni l'Inde ni même la Chine, les deux plus grandes puissances émergentes, ne le sont aujourd'hui. L'Inde n'a ni politique volontariste ni vision stratégique de développement de ses groupes sur les marchés extérieurs. D'ailleurs, il y a très peu de groupes indiens capables, par leur taille et leur puissance financière, de mener une offensive à l'international.

Sur les 500 premiers groupes mondiaux répertoriés par le magazine américain Forbes en fonction de leurs chiffres d'affaires, il n'y a que 3 groupes indiens, contre 17 groupes chinois. Et il y a environ 10 groupes en Inde, contrôlés par de grandes familles, que l'on peut qualifier de "conglomérats", soit dix fois moins que les groupes étatiques chinois. Les groupes chinois et

indiens sont encore fragiles et peu structurés sur leur propre marché pour penser sérieusement à conquérir le monde.

Quant aux groupes chinois contrôlés par l'État, ils auraient bien des moyens financiers suffisants pour s'offrir des groupes cotés en Europe. Mais ils ont compris, avec les succès plus qu'émiettés de TCL et du rachat des PC d'IBM par Lenovo, qu'ils n'ont pas encore la culture internationale nécessaire pour intégrer de grosses acquisitions. Dépendant trop étroitement de la politique du parti, les groupes chinois ont toujours un retard important en termes de capacité managériale, d'innovation et de gestion des marques. Quant aux réactions virulentes de patriotisme qu'ils ont suscitées dans certains pays, elles les ont poussés à marquer une pause, même si leur gouvernement encourage l'accélération à l'international de ses entreprises.

Mise en concurrence des règles du jeu

L'évocation de la puissance financière et des ambitions de ces nouveaux géants originaires du Brésil, de Russie, d'Inde et de Chine ne doivent pas faire oublier qu'en 2006, sur les 800 milliards d'euros de fusions et acquisitions produites en Europe, ils n'en ont initié que 24 milliards. En clair, pour nos groupes au capital ouvert, la menace des acteurs émergents est aujourd'hui plutôt moins forte que celle des fonds d'investissement. "La crainte qu'inspirent ces acteurs ne vient pas tant de leur taille que de règles du jeu différentes qui leur confèrent un avantage décisif", analyse Pascal Cotte, directeur associé au Boston Consulting Group à Paris. En particulier, les groupes russes et chinois, détenus par les États et gérés selon des objectifs politiques, ont accès à des réserves financières immenses tirées, ici de la rente gazière et pétrolière, là des énormes excédents commerciaux cherchant à être réemployés. "Or ces ressources jointes à une volonté politique forte peuvent les amener à faire des raids exceptionnels à des prix irrationnels que ne refuseront pas les actionnaires actuels", estime Pascal Cotte. Quant aux groupes privés, ils ont l'avantage de systèmes sociaux et de production moins coûteux. Cette mise en concurrence des systèmes économiques et sociaux et des règles de gouvernance doit conduire les pays développés à associer les économies émergentes à la définition de standards internationaux. Un beau sujet pour Davos.

Joël Ruet, chercheur au Cerna, centre d'étude industrielle, à l'École des mines de Paris (oui)
Kham Vorapheth, directeur associé du cabinet de conseil Stratorg (non)